



Angèle Kremer-Marietti

PHILOSOPHIES DE L'ARGENT AU XIX^e siècle

Galiani, Turgot, A. Smith, Marx, Say, Bahring,
Comte, Mill, Thiers

Première publication de cet article dans Romantisme, Revue du Dix-neuvième siècle, Revue publiée par le Centre National des Lettres, Numéro spécial sur l'Argent, 40, 1983, pp. 7-17.

*Que dans mes mains pleuve de l'or
De l'or,
De l'or,
Et j'en fais mon affaire !*

Béranger

L'or et l'argent, le papier-monnaie, le capital, le crédit, l'épargne, l'impôt, la richesse : autant de réalités et de représentations, qui apparaissent et disparaissent, et que, peu à peu — et même sans vouloir les penser directement — la société européenne admettra et même introduira dans les thématiques philosophiques. Le point de rupture, comme pour le concept de science positive, est, là aussi, situé aux environs de l'année 1750¹, marquée par la parution de l'ouvrage de Galiani, *Della moneta*, première théorie moderne de l'argent, que l'on put lire en français en 1821, et dont Nietzsche, à la fin du siècle, ne cessera de vanter les mérites. Mérites qui avaient été effacés ou voilés par le succès des *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, qui fit d'Adam Smith, dès 1776, la principale référence en matière d'économie. Il ne faut pas s'étonner de voir qu'un des premiers et, finalement, des plus importants ouvrages sur l'argent soit l'œuvre d'un Italien ; car l'argent comme phénomène de la valeur en général ou sa représentation, la monnaie, eut pour « auteurs » la *monnaie métallique*, d'argent, de cuivre et d'or, utilisée au cours des quatre millénaires précédents, et la banque, déjà connue des Grecs et des Romains, ainsi que Heeren (1760-1842) l'avait étudiée dans *Commerce dans l'antiquité* (traduit en français en 1830). Or la *banque moderne* doit beaucoup à la banque italienne, sans que l'on puisse dire que celle-ci soit une continuation de la banque romaine². En 1769, le *Mémoire sur les prêts d'argent*, présenté par Turgot au Conseil d'état, donne une idée des embarras dans lesquels

¹ Voir ma thèse d'État, *L'anthropologie positiviste d'Auguste Comte*, Librairie Honoré Champion, Paris, 1981, chapitres 1 et 2. Réédition L'Harmattan 1999.

² Voir l'article publié par Aybott Payson Usher dans *The Economist History Review* de 1934 et cité par Galbraith, dans *l'Argent*, 1975, traduit en français aux éditions Gallimard, Paris, 1976, coll. Idées, p. 42.

entraînaient les dénonciations contre les prêteurs. En proposant la nécessaire prise de conscience du vice des lois françaises à cette époque sur la matière de l'intérêt de l'argent, Turgot éclaire les conséquences néfastes de ces vexations :

« C'est un grand mal que le dérangement de toutes les opérations du commerce, l'interruption de la circulation de l'argent, l'alarme répandue parmi les négociants de la ville »³

Le propos de Bentham, dans sa *Lettre au Docteur Smith*, est le même en 1787, celui de dénoncer « les obstacles apportés par les lois contre l'usure aux progrès de l'industrie inventive »⁴. Mais, ici et là, ce qui ressort de ces principaux ouvrages de la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle, c'est aussi bien une double nécessité ou une double réalité nécessaire : l'argent est soumis à un double mouvement objectif de thésaurisation et de circulation, qu'il faudra admettre, fût-ce au prix d'assumer la flétrissure attachée à l'usure et au prêt à intérêt.

Quand, en 1923, Marcel Mauss relèvera les faits de la circulation et de la thésaurisation qui, dans un tout autre domaine, caractérisent cependant le phénomène du *potlatch*, il sera, sans doute un peu rapidement, tenté de comparer ces échanges symboliques avec les fluctuations économiques, et surtout avec les dépenses de prestige, les prêts à intérêt, les investissements auxquels les capitaux donnent lieu. Mais ce que l'on appellerait aujourd'hui « ethnocentrisme » était largement neutralisé par sa théorie du « phénomène social total » que représentait pour lui le *potlatch*, qui se déroulait en dehors et à côté du marché, et qui n'avait rien à voir avec le « troc ». Ce qui circulait — cuivres, couvertures ou coquillages — permettait que se thésaurisât une forme de la richesse nullement quantitative, mais bien exclusivement qualitative : le prestige. La circulation réelle de ces objets symboliques déterminait ou accompagnait la thésaurisation symbolique du prestige d'un chef ou d'une phratrie, qui, autrement, aurait perdu la face. « Contre-donner », à la suite d'un premier don, ce n'est pas « rendre » ; de même, recevoir, ce n'est pas « emprunter ». Ce sont là trois obligations, donner, recevoir et donner de nouveau, que les premiers anthropologues comme Boas avaient trop facilement assimilé au prêt avec intérêt, et sur quoi ils revinrent, d'ailleurs, sans toutefois perdre de vue la comparaison avec nos sociétés. Marcel Mauss conclura son *Essai sur le don* par un acte de foi mutualiste, conforté par les descriptions anthropologiques auxquelles il s'était livré⁵.

Bien au contraire, dans nos sociétés modernes du XIX^{ème} siècle, le dissipateur et l'avare sont également frappés d'opprobre. L'argent blanc (monnayé) est celui qui circule et auquel, ainsi que l'indiquent les lexiques d'époque, les populations pensent immédiatement. Mais cette circulation renvoie implicitement à une arrière-garde, celle de la thésaurisation. Pour les classes salariées et pauvres, épargner, conserver de l'argent blanc ou du papier-monnaie, ce n'est pas thésauriser, ou pas encore. La thésaurisation, qui est, par l'accumulation de l'argent ou de l'or, la formation d'un trésor — sinon d'un capital — s'avère, du point de vue de l'épargnant comme une ultime étape, ou, du moins, comme une étape ultérieure à laquelle, durant le XIX^{ème} siècle, il n'est pas possible

³ Voir *Défense de l'usure*, par Jérémie Bentham, suivi d'un *Mémoire sur les prêts d'argent*, par Turgot, Paris, 1928, p. 218.

⁴ Même ouvrage, p. 153-197.

⁵ Marcel Mauss, *Sociologie et anthropologie*. Presses Universitaires de France, Paris, 1950, 6^è éd. 1978, p.143-279.

d'accéder pour le salarié. Les deux repères de 1860 et de 1880 nous permettent d'en être convaincus : aussi bien du point de vue lexicographique qu'encyclopédique, le Dictionnaire Dupiney de Vorepierre (1860) n'a guère à expliciter en ce qui concerne la thésaurisation, pas plus d'ailleurs que le Littré, dans sa dernière édition (1880), qui donne une citation de Mirabeau dont la parole garde encore toute sa signification dans cette fin de siècle : « Observez, messieurs, que le papier-monnaie ne sert point à la thésaurisation ! »⁶. Certes, le papier-monnaie n'est plus de l'argent blanc ni or, et ce qui se thésaurise c'est l'or ou l'argent. Toutefois, avant de thésauriser, il faut épargner. Or, l'institution de l'épargne, qui vit un premier jour à Berne en 1787, ne se répandra réellement, par la multiplication des caisses d'épargne et de prévoyance, que simultanément avec le système industriel ; et elle se complétera, au milieu du XIX^{ème} siècle, par l'institution des premières caisses de retraite. L'institution de l'épargne s'étant progressivement établie en Grande-Bretagne vers 1798, ce n'est qu'en juillet 1816 que le banquier Th. Baring fonda la première caisse d'épargne de Londres⁷. Sur l'initiative généreuse de la famille Tronchin, Genève, à son tour, voit naître sa première caisse d'épargne : le descendant de cette famille, en effet, hypothèque sa fortune afin d'offrir aux déposants une garantie et de subvenir aux frais d'administration pendant vingt-six ans, à raison d'un revenu annuel de 2 400 florins⁸. À Paris, en 1818, vingt administrateurs de la Compagnie royale d'assurances maritimes se réunissent pour créer la première caisse d'épargne française, pour laquelle Agathon Prévost inventera un système de comptabilité. La thésaurisation sera encouragée par un système fiscal égalitaire.

C'est donc bien justement qu'Auguste Comte va introduire la préoccupation philosophique du pouvoir de l'argent en politique. Si, de tout temps, on avait parlé des « pauvres » et des « riches », si Rousseau avait évoqué le « contrat des riches » comme une étape violente de l'histoire mauvaise à laquelle devait succéder la bonne histoire issue du Contrat social, jamais la réflexion politique n'avait associé les soucis de justice et de liberté à la question de ce que Comte appelle « la loi des finances ». Avant Karl Marx, Auguste Comte constate l'influence de l'argent sur les rapports humains et se propose d'établir, contre les « forces actuellement dominantes »⁹, le véritable but politique à accomplir en 1818 : la « loi de l'intérêt commun »¹⁰, en la pensant sur la base d'une prise de connaissance. Le travail théorique, indispensable et préliminaire, est un travail nouveau que Comte propose dans sa jeunesse (à vingt ans) à l'attention des intellectuels : premièrement, montrer que les forces dominantes ne se déploient pas conformément à l'intérêt commun ; deuxièmement, chercher quelle devrait être leur constitution propre pour qu'elles puissent répondre à cette exigence. Laisant la question de la force militaire, Auguste Comte prend donc en main l'examen de la force pécuniaire. Ce nouveau souci se fait jour très tôt avec la *Lettre d'un ancien élève de l'École polytechnique* (1818) et avec deux articles formant le texte intitulé *Du budget* (1819) ; même, en 1817, il avait commencé à réfléchir au *Programme d'un travail sur*

⁶ Mirabeau, *Collection complète des travaux de M. Mirabeau, l'aîné, à l'Assemblée nationale*, publiée par Méjan, 5 vol., in-8, Paris, 1791, tome II, p. 401.

⁷ François Pierre Charles Dupin (1784-1873), économiste et ingénieur qui fut ministre de la marine en 1833 et sénateur en 1852, fit paraître en 1851 l'ouvrage intitulé *Forces productives des nations de 1800 à 1851*, qui fait l'historique des caisses d'épargne.

⁸ B. Dupiney de Vorepierre, *Dictionnaire français illustré et encyclopédie universelle*, Michel Lévy Frères, éd., Paris, 1860, 2 tomes ; voir t.I, p. 1 123, 2^{ème} col.

⁹ Auguste Comte, *Ecrits de jeunesse*, Paris, Mouton, 1970, Lettre d'un ancien élève de l'école polytechnique, page 111.

¹⁰ *Ibid.* E.J. (sigle de l'ouvrage précédemment cité), p. 110.

les rapports des sciences théoriques avec les sciences d'application, et à proposer une science de la production, envisagée comme un plan général des finances dont la politique serait un cas particulier¹¹. L'intérêt de cet objet d'étude était évident, mais du point de vue théorique il venait d'une distinction, peut-être encore mal perçue de nos jours : quelle que soit la forme du gouvernement (monarchie, aristocratie ou démocratie), ce qui compte en dernier ressort, c'est la question du budget ; que l'impôt soit gaspillé par un prince, par une caste ou par le public, dans les trois cas le peuple est mal gouverné, et la question fondamentale demeure : « comment faut-il s'y prendre pour que l'impôt ne soit pas gaspillé ? »¹². Derrière le souci d'une loi des finances se cache la difficulté économique du gouverné. Mais cette difficulté économique relève d'une incompétence politico-économique qui faisait que se trouvaient séparées les préoccupations politiques des préoccupations économiques ; cette séparation n'est plus admissible, pense Comte, surtout depuis les travaux d'Adam Smith. En effet, si le système positif de l'Europe est bien industriel, nécessairement il doit valoriser l'économique et sa « valeur positive » est donc fonction du rapport de toute question politique à la « question du budget »¹³. Car, l'impôt, prélevé sur l'industrie, est le plus souvent employé « d'une manière improductive, souvent même destructive de la production »¹⁴ : il s'avère un « sacrifice sans compensation », alors qu'il doit avoir pour objet « de payer un service utile au public »¹⁵. Finalement, l'impôt est le fondement du pouvoir. La Chambre des communes qui vote l'impôt est, en principe, nantie du véritable pouvoir ; mais, en fait, son pouvoir est nul, car elle ne fait qu'enregistrer les propositions sans jamais faire porter la discussion sur les principes fondamentaux des dépenses¹⁶. Cette critique touche autant la France que l'Angleterre : aucun travail méthodique n'y prépare le budget ; et Benjamin Constant, député du parti libéral en 1819, objectera que la Chambre ne peut que consentir aux dépenses. La théorie sociale a pu se modifier, mais les gouvernants sont restés « en possession du privilège d'imposer aux gouvernés leur conception financière »¹⁷.

Comte analyse la question financière pour la diviser en trois questions distinctes : « celle de la quotité, celle de l'assiette (qui détermine le mode de perception), et celle de l'emploi de l'impôt »¹⁸. Si les deux premières questions ont parfois été abordées d'un point de vue critique, ce fut sans aucun rapport avec des connaissances réelles¹⁹. La nation — c'est-à-dire les « producteurs »²⁰ — a été lésée dans l'ordre de l'impôt : les gouvernés devraient eux-mêmes « arrêter un plan de budget conçu dans l'intérêt national »²¹. Ces critiques concernant l'impôt sont encore valables jusqu'à la fin du XIX^e siècle, comme le montre Gabriel Ardant dans sa récente *Histoire financière de l'Antiquité à nos jours* (1976) ; évolution politique et évolution fiscale devant jouer parallèlement :

¹¹ E.J. *Programme d'un concours pour un plan général des finances*, p. 52.

¹² E.J. *Du Budget*, p. 116.

¹³ E.J. p. 115.

¹⁴ E.J. p.117.

¹⁵ E.J. p.117.

¹⁶ E.J. p.121-122.

¹⁷ E.J. p.127.

¹⁸ E.J. p.136.

¹⁹ E.J. p.137.

²⁰ E.J. p.138.

²¹ E.J. p. 138-139..

« Malgré de notables différences d'un pays à l'autre, le système fiscal européen du XIX^{ème} siècle favorisait, de façon évidente, la fortune acquise ou en voie de formation et les revenus élevés.

Les impôts sur les consommations courantes atteignaient plus lourdement les classes pauvres, obligées d'y affecter un plus grand pourcentage de leurs ressources que les classes riches dont le revenu était pour partie consacré à des dépenses de luxe et à l'épargne. La valeur locative, base de la plupart des impôts directs, n'avait qu'une vague relation avec la fortune. Avec un revenu décuplé, tel contribuable pouvait se contenter d'un logement deux fois plus important que tel autre.

La personnalité, c'est-à-dire la prise en considération de l'ensemble des facultés des contribuables, avec la faculté de ménager certains d'entre eux, était exclue par la nature même de l'impôt. Il en était pratiquement de même de la progressivité. »²²

L'auteur ajoute qu'un employeur, qui pouvait, sans augmenter ses dépenses d'investissement et de salaires, augmenter ses revenus en augmentant sa production, échappait à un accroissement de l'impôt ; l'impôt sur le revenu est encore lettre morte.

Passant de la question de l'impôt à celle du travail et du chômage, Auguste Comte, à propos d'un ouvrage de J.-B. Bidaut sur le monopole industriel et les grands appareils de fabrication, saisit l'occasion de critiquer le « laissez faire » de l'économie libérale et l'absence d'organisation sociale adéquate en prévision du chômage. Toutes ces questions resteront débattues en permanence dans le développement du positivisme comtien et seront traitées par l'ouvrier positiviste Fabien Magnin dans ses *Études sociales*, réunies en 1913 pour le centenaire de sa naissance : signalons le *Rapport à la Société positiviste* de mai 1848 sur la question du travail et la *Lettre sur la grève des ouvriers du bâtiment à Londres en 1861*. Pierre Laffitte en 1878 traitera de la « Nécessité de l'intervention du Positivisme dans l'ensemble des affaires humaines », et rappellera que « la richesse sociale dans sa source et sa destination, doit néanmoins recevoir une appropriation privée pour être employée dans une digne indépendance au service de l'Humanité » (*Revue occidentale*, 1878, tome 1, p.24).

Outre Adam Smith, Comte suit d'assez près Jean-Baptiste Say, et en particulier son *Traité d'économie politique* dont la première édition date de 1803 : il y trouve non seulement la terminologie, mais encore les notions essentielles telles que Say les y consignait, surtout dans le Discours préliminaire qui introduit le Traité. Cette lecture apparaît déjà dans le *Programme d'un concours pour un plan général des finances*, en 1817, dans lequel Comte montre le rapport que la « société industrielle » entretient avec l'économie libérale ; deux « classes » lui apparaissent, celle de ceux qui étudient les lois de la nature et celle de ceux « qui appliquent cette connaissance à la production des choses utiles ou agréables »²³ ; cette dernière, la plus nombreuse, « produit toutes les richesses de la société », aussi est-ce à elle que tout doit se rapporter, « parce que, en dernière analyse, le véritable but de la société, c'est la production »²⁴. Mais Auguste Comte ne confond pas la science sociale, qu'il recherche déjà, avec l'Économie politique qui n'est, pour lui, « qu'une science qui expose comment se passent les faits de la

²² Gabriel Ardant, *Histoire financière de l'Antiquité à nos jours*, Gallimard, Paris, 1976, coll. Idées, p. 353-354.

²³ E.J. p. 49.

²⁴ E.J. p. 49.

production, de la distribution et de la consommation des richesses »²⁵. Cette définition est la définition même de J.-B.Say²⁶ et que simplifiera Pellegrino Rossi en la réduisant à n'être que la « science de la richesse »²⁷. La richesse, qui peut se comprendre soit comme « naturelle » soit comme « sociale », quand elle est « sociale » se distingue par le fait qu'elle est non seulement « utile », comme la richesse « naturelle », mais encore valeur échangeable. Et, dans sa signification la plus générale, la richesse est alors considérée comme ce qui est propre à satisfaire les besoins de l'homme et même ses goûts. Telle est l'essentielle notion qui ressort de l'analyse lexicographique dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. Force sociale à côté des autres forces sociales, la richesse figure en bonne place dans l'économie positive telle que Comte l'explicitera dans la maturité du positivisme. La richesse et le nombre se conjuguant, il en sortira la conception comtienne du capital, au-delà de laquelle se rend possible la société positive.

Dès la *Sommaire appréciation de l'ensemble du passé moderne*, en 1820, Auguste Comte concevra une double histoire, profonde et sérielle, résultant du mouvement d'émancipation des communes au Moyen Age : aux deux pôles, spirituel et temporel, de l'époque se sont progressivement substitués les deux pôles scientifique et industriel ; et c'est ce qui deviendra, dans le *Système de politique positive*, à partir de 1851, le système quadrilatère, avec la classe des industriels, soumise à l'empire des femmes comme à la sagesse des philosophes, mais constamment maintenue sous le contrôle des prolétaires. Vingt-cinq ans après l'époque des *Programmes*, Comte écrira à John Stuart Mill ce qui l'avait rapproché de J.-B. Say, et dans sa lettre à d'Eichthal il refusera la généralisation abusive de la notion de « production » à laquelle il avait lui-même consenti sous l'inspiration de J.-B. Say²⁸. Si ses propres critiques contre les économistes rejoignent en partie celles que J.-B. Say adressait lui-même à ses confrères usant d'un langage dogmatique et abstrait — à l'opposé de la « science positive » qui pour J.-B. Say représentait sa propre science — Auguste Comte y ajoutera son refus de l'observation superficielle et du parti pris de la déduction. L'économie positive, qui fait corps avec le dernier positivisme de Comte, prévoit deux lois économiques fondamentales, et qui constitueront sa « théorie du capital » : 1) chaque homme peut produire au-delà de ce qu'il consomme ; 2) les matériaux obtenus peuvent se conserver au-delà du temps qu'exige leur reproduction (*Système de politique positive*, tome II, p. 151). La définition comtienne du capital est, en 1852, explicitement : « chaque groupe durable de produits matériels » (*Système*, II, p. 150). Tandis que la « richesse » est sensible à l'influence intellectuelle, le « nombre », lui, est sensible à l'influence morale : le nombre produit la richesse et consent à s'y soumettre. Le rôle des banquiers — un banquier suffit pour dix mille familles — est de « commanditer avec sagesse les entreprises qui méritent assistance, en secondant l'extinction des branches vicieuses » (*Système*, IV, p.349) ; ils disposent des capitaux et rémunèrent les familles, non pas le travail, car le salaire se décompose en deux parties : « l'une fixe pour chaque opérateur, quel que soit l'ouvrage ; l'autre proportionnelle au produit de l'activité » (*Système*, IV, p.340). Mais le travail humain est gratuit. Car l'action humaine ne connaît « d'autre équivalent qu'une juste réciprocité » (*Système*, IV, p.343) et tout paiement consiste en un échange « où chacun

²⁵ E.J. p. 51.

²⁶ J.-B. Say, *Traité d'économie politique*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p.7.

²⁷ Dupiney de Vorepierre, t.I, p.1047, 3^è col. Louis-Philippe nomma Rossi Professeur d'économie au Collège de France en 1834.

²⁸ E.J. p.50 : « Je suis producteur ».

doit recevoir plus qu'il ne donne ». Ainsi Comte a-t-il converti les méfaits des rapports d'argent en un comportement universel d'échanges généralisés.

La circulation positiviste de l'argent obéit à la temporalité finale dont le caractère est industriel et d'une générosité dévouée à autrui. Toutefois, ce qui caractérise le « capital » hérité du passé et préparant l'avenir, c'est la concentration, l'appropriation, collective ou privée; aussi les « avares » sont-ils placés irrévocablement au-dessus des « prodiges » qui, « plus nuisibles, sont d'ailleurs moins estimables, faute de qualités pratiques, ou d'empire sur eux-mêmes » (*Système*, IV, p.332). Auguste Comte insiste sur la nécessité de l'accumulation à seule fin de transmission, car « vivre pour autrui » implique qu'on donne à autrui, dans le présent et le futur, les moyens de subsistance : aussi l'accumulation des biens est-elle justifiée par une théorie des transmissions :

« C'est pourquoi les capitaux ne sauraient assez grandir qu'autant que, sous un mode quelconque de transmission, les trésors obtenus par plusieurs travailleurs viennent se réunir chez un possesseur unique, qui préside ensuite à leur répartition, après les avoir suffisamment conservés. » (*Système*, II, p.154-155)

En somme, ce que Comte veut établir, au delà de cette économie d'échange de services et de thésaurisation, c'est une nouvelle forme de rapports personnels : entre les prolétaires et les patriciens (désignés), comme entre tous les humains entre eux sur la planète positiviste. Cette restitution de relations personnelles perdues est, par excellence, antimercantiliste, et essentiellement fondée sur l'altruisme positiviste et la forme nouvelle proposée de la société : la *sociocratie*. Le jeune secrétaire de Saint-Simon n'avait-il pas dénoncé le renversement des anciens rapports personnels en rapports pécuniaires et révélé au grand jour le problème « honteux » de l'argent ? L'homme mûr résout un problème politique et humain en expurgeant le « mystère » de l'argent, que son correspondant et ami, John Stuart Mill avait aussi pressenti, dans ses *Principes d'économie politique* de 1848, en le dénudant : la valeur de l'argent ne dépend que du coût de sa production²⁹. Il est un moyen de faciliter les échanges que n'affectent pas les lois de la valeur : chacun pourvoit ainsi à ses besoins et c'est par une association d'idées puissante qu'il est amené à considérer l'argent comme richesse, dans un sens plus particulier que tout autre article ne le lui suggère³⁰. Car, même ceux qui produisent les objets les plus utiles prennent l'habitude de n'estimer ces objets que du point de vue de la capacité qu'ils ont d'être échangés contre de l'argent³¹. Finalement, selon Stuart Mill, en fait, ce n'est pas l'argent qui permet d'acheter, ce n'est là qu'une pure illusion : les revenus d'un salarié ne s'évaluent pas à la quantité d'argent (livres ou shillings, louis ou francs) qu'il reçoit, mais à la valeur des marchandises dont il peut faire le choix dans un magasin. La valeur, de son côté, peut se définir soit comme « valeur d'usage », soit comme « valeur d'échange », et « prix ». La valeur est un terme relatif³², il peut y avoir une hausse générale des prix, mais jamais il ne peut y avoir une hausse générale des valeurs³³. En effet, si la moitié des marchandises d'un marché se trouve en hausse, l'autre moitié est nécessairement en baisse. Toutes les choses ne peuvent être en hausse relativement les unes pour les autres. La valeur d'une monnaie peut être en baisse, alors,

²⁹ John Stuart Mill, *Principles of Political Economy with some of their Applications to Social Philosophy*, University of Toronto Press, tome II, p. 523, Routledge and Kegan Paul, 1965, 1968.

³⁰ Op. cit. II, p.505.

³¹ Op. cit. II, p.506.

³² Op. cit. II, p.458.

³³ Op. cit. II, p.459.

ceux qui sont atteints, ce sont ceux qui possèdent ou détiennent l'argent. Il faut retenir, en tout cas, qu'une hausse générale ou une baisse générale des valeurs est une contradiction ; tandis qu'une montée ou une chute générale des prix n'affecte que la valeur d'une monnaie et les intérêts des producteurs d'argent. John Stuart Mill, comme Auguste Comte, prétend restreindre et limiter le principe du « laissez faire » : le consommateur n'est pas toujours un juge compétent de la marchandise³⁴ ; de plus, il peut y avoir abus de pouvoir dans la relation de supérieur à inférieur³⁵. Si, comme le pense aussi Comte, la production pour John Stuart Mill tombe dans le domaine public, il s'ensuit pour ce dernier que la distribution de la richesse peut dépendre de la décision de la société qui peut en faire ce qu'elle veut, si elle le veut.

En 1848, dans le *Discours sur l'ensemble du positivisme*, Auguste Comte définit le communisme comme une utopie distinguée, « qui ne porte le nom de personne »³⁶, et à laquelle les prolétaires doivent adhérer « comme au seul organe qui puisse aujourd'hui poser et maintenir, avec une irrésistible énergie, la question la plus fondamentale » à la fois contre l'empirisme métaphysique et contre l'égoïsme aristocratique. Sous ses principaux aspects, toutefois, le positivisme est entraîné « à systématiser le principe spontané du communisme sur la nature sociale de la propriété et sur la nécessité de la régler »³⁷. À la même date, Marx et Engels publiaient le *Manifeste du parti communiste*. Nous avons, par ailleurs, rapproché terme à terme, le *Manifeste* de 1848 de la *Sommaire appréciation* de Comte de 1820³⁸, que Marx dut lire en l'attribuant à Saint-Simon puisque ce dernier se l'attribua comme il fit de quelques écrits de son secrétaire, et nous avons montré leurs points d'articulation. Soulignant la nouveauté des rapports d'argent et non de personne, ainsi que Comte l'avait dénoncée dans le texte intitulé *Du Budget*, Marx et Engels mettent l'emphase sur le mercantilisme de la classe bourgeoise qui a « monnayé » toutes les valeurs humaines : « féodales, patriarcales, idylliques », et remplacé par le dur « paiement comptant » tous les liens féodaux, glacé du calcul égoïste les frissons religieux, l'enthousiasme chevaleresque et même la mélancolie sentimentale du petit bourgeois. Surtout, entre ce que Comte appelait les « deux pôles » de la société, elle a créé une incompatibilité : entre la base de la production et la superstructure de la propriété, car toutes les idées bourgeoises de liberté, de culture, de droit, ne sont que les produits des rapports bourgeois de production et de propriété. Du point de vue strict de l'argent, le *Manifeste* s'en prend autant à sa circulation, qui ravage tout ce qu'il touche, qu'à sa concentration qui, sous la forme du capital, fonde la famille bourgeoise, au détriment de la famille ouvrière : la famille bourgeoise repose ainsi sur la privation de famille des prolétaires. Le processus de production est, selon l'observation de Marx et Engels, un processus hautement intégré et interdépendant, tandis que la superstructure est essentiellement individualiste. Cette contradiction est appelée à entraîner la disparition du capital en même temps que celle de la société qui y repose. L'autodestruction annoncée viendra de l'absence de planification de la production. Là où Marx prédit catastrophes et marasmes. Comte avait proposé des remèdes positivistes. Selon la dialectique du Maître et de l'Esclave décrite par Hegel dans la *Phénoménologie de l'esprit*, les auteurs du *Manifeste* pouvaient prévoir que les maîtres actuels fournissaient les armes à leurs esclaves, et que le capitalisme nourrissait inconsciemment son successeur dans l'Histoire dialectique et matérialiste. Selon le

³⁴ Op. cit. II, p.947.

³⁵ Op. cit. II, p.950.

³⁶ *Discours sur l'ensemble du positivisme*, Paris, Société Positiviste Internationale, 1907, p.160-162.

³⁷ Op. cit. p. 163.

³⁸ Voir *L'Anthropologie positiviste d'Auguste Comte*, p.144-151.

matérialisme dialectique, les idées n'étaient, certes, pas réduites à des attributs passifs de l'activité de production, ni même des rapports de production. Tout à la fois, le changement social était donc soumis au processus organique de production, comme aux idées qu'il provoquait et au monde capitaliste qu'il développait.

Le Capital, écrit durant dix-huit années, et dont le livre premier parut en 1867 — les autres après la mort de Marx en 1883 (le second en 1885, le troisième en 1894 et le quatrième en 1910 — est une œuvre titanesque sur l'argent ressenti comme vampire et objet immonde. Si l'utilitarisme, globalement, repose sur l'avarice, le capitalisme vu par Marx repose sur la cupidité ainsi que sur l'exploitation sadique des enfants, des femmes et de tous les prolétaires. L'analyse de Marx avance toujours appuyée sur des notes magistralement étayées, prenant en considération les rapports exacts d'inspection du travail et supposant la lecture passionnée de tous les travaux économiques, financiers, démographiques, etc. *Le Capital* est la théorie du capitalisme abstrait ou parfait : toutes les marchandises ont un prix dicté par le travail — en tant que force vitale du travailleur et en tant que temps réellement passé — et cette théorie imaginaire a pour piédestal réel l'Angleterre de 1860. La difficulté de la théorie se présente masquée sous les « métamorphoses » auxquelles Marx fait appel pour rendre compte du mouvement ou de la dynamique, en *re-présentation* dans la théorie. La « plus-value » est une tranche de travail non payé et destinée à constituer le « profit », sans lequel le capitalisme ne peut survivre. Sous l'effet du machinisme, le travail diminuant, la « plus-value » diminue, et avec elle le profit, seule source d'énergie du système capitaliste, ainsi totalement dépendant de sa détermination par le travail des hommes (et non par celui des machines). Les fluctuations économiques, s'il en est encore dans ce système, ne demeurent possibles que liées à la raréfaction du travail humain, l'échange ne prévoyant que la matière première du travail humain « plus-évalué », se « métamorphosant » en marchandises, acquises ensuite par l'intermédiaire de l'argent, prix du salaire. Dans cette systématique circulaire inexorable, le capitalisme, opposant capitalistes et prolétaires — ces derniers vampirisés par les premiers qui leur prennent la substantifique moelle — excluait pour Marx l'intervention d'une troisième force, l'État, organe politique des classes dominantes. En fait, Marx conçoit une des philosophies les plus pessimistes qui fussent, car la lutte des ouvriers ne porte que sur les effets, non sur les causes : « ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction »³⁹. La conclusion « communiste » est explicitée dans *Salaire, prix, profit*, écrit en 1865, et préférant, au mot d'ordre conservateur « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », le mot d'ordre révolutionnaire : « Abolition du salariat »⁴⁰. Idée à laquelle Auguste Comte était parvenu dans sa propre théorie idéale de l'économie positive, tablant toutefois sur la réalité opérative de la « richesse », épargnée, utilisée et réservée à l'Humanité pour sa survie, sur la base d'une préalable séparation de l'autorité et du pouvoir : le « gouvernement » obéissant à la « sociocratie ».

Il n'en demeure pas moins vrai — et comme nous l'avons indiqué — que le comportement réel à l'endroit de l'argent creusait les inégalités entre ceux qui, à la fois, pouvaient épargner et faire circuler l'argent et ceux qui pouvaient à peine le faire circuler, mais qui cependant le faisaient massivement, étant donné leur nombre, sinon leur richesse. Le XIX^{ème} siècle favorise la classe des épargnants et des chefs d'entreprise par son système fiscal — qui taxait la dépense — ce dont Thiers est bien

³⁹ Karl Marx, *Salaire, prix, profit*, Paris, Éditions sociales, 1969, p.73.

⁴⁰ Ouvr. cité, p.74.

conscient, en 1848, dans son ouvrage intitulé *De la propriété*, dans lequel il vante les mérites de l'impôt direct. En 1871, devant l'Assemblée nationale, Thiers s'opposera encore à l'impôt sur le revenu, favorisant ainsi très évidemment les fortunes acquises ou en voie de formation, comme les revenus élevés. L'échange banal argent-marchandise n'est pas aussi clair qu'il y paraît : il comporte, contrairement à ce qu'y a vu Marx, une équation fautive, rétablie seulement par l'intérêt, notion occultée par le marxisme; l'argent, en outre, n'est pas une marchandise.

La critique de l'argent, sous-jacente et constante dans les textes de Marx, qui y voit un entremetteur, ne demeure pas son apanage. Les relations que l'argent établit entre les hommes trouvent bien des dénonciateurs : Simmel, dans sa *Philosophie de l'argent* (2^e éd. 1907), dit de l'argent qu'il est « vide de tout contenu qualitatif, se réduisant à la quantité, il a le caractère odieux de ce qui n'a pas de caractère »⁴¹, et il transfère ce caractère odieux sur « l'homme qui n'a d'autre but que l'argent » (ouvr. cité, p.382). Un sentiment élevé de puissance et même la bonne conscience sont pourtant ce qu'octroie l'argent à ceux qui le possèdent, selon la remarque de Nietzsche dans *Aurore*. Nietzsche voit dans l'argent une chose à prendre avec des gants, mais qui déterminera, un jour, l'Europe à s'unifier. C'est pourquoi il reconnaît tout à la fois, dans l'abbé Galiani, l'homme le plus profond, le plus pénétrant de son siècle, mais encore aussi peut-être le plus sale ou le plus « obscène »⁴².

Université de Picardie, Amiens

⁴¹ Joachim Schacht, *Anthropologie culturelle de l'argent*, Paris, Payot, 1973, p.208, note 26.

⁴² Nietzsche, *Par delà le bien et le mal. Prélude à une philosophie de l'avenir*, traduction et présentation par A. Kremer-Marietti, Verviers (Belgique), Marabout Université, 1975, p.53. (Réédition Paris, L'Harmattan, 2006, même pagination)